Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2019)
Heft: 1

Artikel: Vers une Suisse souveraine dans le cyberespace
Autor: Wettstein, Nicole
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-867927

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Débats animés sur le podium : Jean Studer, Aldo C. Schellenberg, Marc Holitscher, Reto Brennwald, David Basin et Edouard Bugnion (de gauche à droite).
L'association ne s'intéresse pas qu'aux formations de l'armée. La protection de la population intéresse également ses membres.
Photo © Auteur.

Cyber

Vers une Suisse souveraine dans le cyberespace

Nicole Wettstein
Responsable programme prioritaire cybersécurité, Académie suisse des sciences techniques SATW

La deuxième édition du Forum « Cyber-souveraineté » a eu lieu le 19 septembre 2018 dernier au Kursaal de Berne et a rassemblé près de 80 participants. Comme l'année précédente, le point culminant de la manifestation a été le discours de M. le Conseiller fédéral Guy Parmelin.

La SATW, en collaboration avec le Groupe d'experts en cyberdéfense du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS), vise à faire progresser la question de la cybersouveraineté. Les discussions ont porté sur la capacité du pays à agir de manière autonome dans le cyberespace ainsi que sur la dépendance à l'égard de fabricants étrangers pour des services importants, tels que les logiciels à destination des infrastructures critiques. Une quarantaine d'experts de la politique, de l'administration, de l'économie et de la science ont été invités à participer aux ateliers de l'après-midi. En ouverture, Eric Fumeaux, vice-président de la SATW, et Adolf J. Doerig, président du groupe d'experts du DDPS sur la cyberdéfense, ont souhaité la bienvenue au Groupe d'experts en cyberdéfense du DDPS.

Bonnes conditions

Le conseiller fédéral Guy Parmelin a remercié les participants à l'atelier pour leur contribution. Il espère en retirer de nouvelles impulsions dont le DDPS pourra bénéficier. Après avoir défini politiquement le terme « souveraineté » et sa signification dans le cyberespace, il a abordé le sujet de la puissance croissante des sociétés privées sur le net qui déterminent de plus en plus souvent seules l'usage des données qu'elles collectent. Bien qu'il soit imparfait, il a salué le Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'Union Européeenne, qui protège les droits des utilisateurs et pourrait devenir une norme internationale. Paral-lèlement aux initiatives supranationales, des efforts nationaux sont nécessaires. A l'aide d'exemples, il a démontré que la question de la cybersouveraineté attire de plus en plus l'attention internationale. La France a donné son accord à la création d'une Commission pour la Souveraineté Numérique et a constitué un groupe parlementaire sur la « Cybersécurité et Souveraineté Numérique ». La Suisse n'est pas en reste : le Conseil fédéral a approuvé en décembre la stratégie pour la protection des infrastructures critiques, adopté en avril la nouvelle stratégie de protection contre les cyber-risques, pris des décisions fondamentales en juillet sur la création d'un centre de compétence en matière de cybersécurité et adopté le 5 septembre la stratégie « Suisse numérique » pour les deux prochaines années. Il a spécifiquement mentionné le cours le cours de cyberformation au sein du DDPS, qui aura lieu deux fois par an à partir de 2019. En outre, le futur Campus de cyberdéfense favorisera les échanges avec la science et l'industrie. « *Je pense que la Suisse est bien positionnée. Elle dispose des conditions académiques, institutionnelles et économiques nécessaires.* »

Trois thèmes phares

En fin de journée, Adolf J. Doerig a présenté les résultats des ateliers, qui ont été consacrés aux thèmes suivants : les dépendances technologiques et les systèmes cyberphysiques (atelier scientifique), le transfert de connaissances/technologies et la Convention de Genève numérique (économie) ainsi que les « smart citizens », les réseaux de communication hautement sécurisés et les infrastructures de maintien de l'ordre (politique). Dans son aperçu général, il s'est concentré sur trois points centraux des discussions. En ce qui concerne la sécurité des communications, SCION pourrait jouer un rôle important. « *Nous avons les compétences des deux EPF pour développer de tels produits, et nous devons faire plus.* » La question de savoir comment transférer plus rapidement les connaissances à l'industrie a été particulièrement débattue. Les start-ups jouent un rôle important à cet égard. Bien qu'il existe déjà de nombreux programmes pour les promouvoir, il faut en faire davantage dans le domaine de la cybersécurité

Le conseiller fédéral Guy Parmelin a remercié toutes les personnes impliquées pour leur engagement sur ce sujet important. « *Je suis convaincu que cette soirée nous confirmera tous dans ce que nous faisons.* »

en particulier. Enfin, la tension entre « autonomie » et « interdépendance » a été évoquée à plusieurs reprises. David Basin, responsable du groupe Sécurité de l'information à l'ETH Zurich, Edouard Bugnion, vice-président de l'EPFL, Marc Holitscher, CTO de Microsoft Suisse, Aldo C. Schellenberg, commandant de corps et Jean Studer, président du Conseil de banque de la Banque Nationale Suisse, ont animé la table ronde avec le moderateur Brennwald. « *Plus l'armée est petite, plus elle doit être agile* », dit Aldo C. Schellenberg. Une communication sécurisée est cruciale à cet égard. « *Le fonctionnement de l'armée dépend de systèmes clés, dont certains sont fortement dépendants de fabricants étrangers* », a-t-il souligné. C'est pourquoi le DDPS développe ses propres compétences et s'efforce de mieux connaître les codes sources afin de développer les systèmes qu'il utilise lui-même.

Selon Jean Studer, l'un des principaux obstacles à l'avancement des enjeux cybernétiques est le manque de sensibilisation aux enjeux dans la société. Il a déclaré que des efforts de communication plus importants étaient nécessaires en ce qui concerne les risques. Les entreprises suisses sont quotidiennement touchées par des cyberattaques, mais beaucoup restent silencieuses, de sorte que l'on n'a aucune idée de l'ampleur de la menace. En ce qui concerne l'éducation, Aldo C. Schellenberg a mentionné le cours de cyberformation du DDPS : « *Un projet novateur. Notre but est de trouver, motiver et retenir tous nos talents.* » L'objectif est d'offrir une formation complète en tant que spécialiste de la cyberdéfense. Il en résulterait des avantages non seulement pour l'armée, mais aussi pour la recherche et l'industrie. Selon David Basin, la recherche et les universités suisses sont de classe mondiale et les start-ups progressent généralement rapidement. Mais ce qui manque, ce sont les marchés : aux Etats-Unis, les start-ups sont rapidement en contact avec l'armée américaine, la DARPA, etc. Le pays bénéficie ainsi directement des fonds qu'il investit dans leur promotion. Peut-être qu'en Suisse aussi, l'administration et l'armée devraient plus souvent faire appel à des entreprises jeunes et agiles. Enfin, André Kudelski, membre de SATW, a souligné que nous ne devrions pas seulement parler de risques, mais aussi d'opportunités. Ceci est nécessaire pour augmenter la motivation. On peut être fiers des forces dont dispose notre pays.

N. W.